

De nouveaux cas d'exécutions extrajudiciaires au Burundi

RFI, 21 octobre 2012 Burundi : nouvelles probables exécutions extrajudiciaires dont trois opposants au Burundi, alors que le pouvoir est sous la pression de ses principaux bailleurs de fonds occidentaux, dont l'Union européenne, à propos d'une soixantaine de cas d'exécutions extrajudiciaires documentés par l'ONU en 2011, on a découvert en dix-sept jours cinq corps flottants à l'embouchure de la rivière Rusizi sur le lac Tanganyika. Et cela en une dizaine de jours de conférence qualifiée de cruciale qui doit réunir dans une dizaine de jours à Genève, tous les partenaires du développement du Burundi. Des pêcheurs ont découvert par hasard mardi 16 octobre ces cinq corps flottants sur la rivière Rusizi, une dizaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale Bujumbura. Deux étaient ligotés par les bras, un autre avait été décapité. L'horreur absolue selon ceux qui ont vu les cadavres.

Trois des personnes décédées ont été identifiées peu après comme étant des membres de l'opposition burundaise qui auraient été enlevés, puis exécutés par des agents des services burundais. De nouveaux noms qui viennent allonger la liste des victimes d'exécutions extrajudiciaires dans ce pays. Le pouvoir sort de son silence de quoi susciter une nouvelle fois l'indignation du Forum pour le renforcement de la société civile comme en témoigne son leader, Pacifique Nininahazwe : « C'est un phénomène qui avait été plus massif en 2011 ; nous sommes fortement préoccupés qu'un phénomène réapparaisse encore une fois, et dans le silence total des autorités. » Les autorités burundaises sont enfin sorties de leur silence samedi 20 octobre par la voix du porte-parole du Parquet chargé apparemment d'atteindre cet incendie. Elie Nkungwanayo est donc à l'origine de la révélation du terme d'« exécutions extrajudiciaires », avant même des enquêtes en cours : « Nous cartonnons d'abord la responsabilité de l'Etat dans la mesure où le ministre public l'a vu. C'est la conclusion de ces investigations qui va nous dire qui est l'auteur, qui est complice. » A Bujumbura se demandent « qui a intérêt à ternir aujourd'hui l'image du pouvoir » à un tel moment.